



*37 session Conseil des droits de l'Homme*

*Point 10 : Assistance technique et renforcement des capacités*

*Dialogue interactif de haut niveau avec l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République Centrafricaine*

*Mercredi, 21 Mars*

*Orateur : Oumar Kobine Layama*

Monsieur le Président,

La Plateforme des confessions religieuses de Centrafrique en lien avec l'Alliance Evangélique Mondiale et Caritas Internationalis remercient l'Experte indépendante pour son rapport. L'implication des Nations Unies en RCA a connu une trajectoire particulière. Le travail de la Plateforme des Confessions Religieuses pour la paix en RCA est bien connu. La plateforme a toujours dénoncé le recours à la violence comme mode opératoire de conquête du pouvoir. Ce travail a été réalisé en début du conflit en décembre 2012. Afin de marquer l'attachement de la Plateforme à la paix, le 23 juin dernier, nous avons en tant que responsables chrétiens et musulmans échangé Bibles et Corans lors d'une cérémonie officielle en présence du gouvernement.

Il est important d'évaluer l'évolution de la situation des droits de l'homme et humanitaire sur le terrain, particulièrement l'impact des efforts pour la paix et la réconciliation sur les droits de l'homme. Ceux dans la société qui veulent la paix tentent de restaurer le contrat social. La population locale se pose des questions sur le rôle de certains contingents de la MINUSCA qui n'agissent pas promptement et urgemment pour protéger les personnes et les biens. Les massacres des populations civiles survenus notamment dans le nord-est (Ippy et Bria), le sud et sud-est (Alindao, Mobaye, Bangassou et Rafai Zemio) et le nord-ouest (Paoua, Bocaranga et Markunda). Une telle situation est contreproductive.

Nous demandons au Conseil et à ses membres de mettre à disposition les moyens nécessaires pour un renforcement des processus nationaux en faveur de l'unité. Le forum de Bangui, qui a conduit à des élections libres, a permis un succès temporaire précisément parce qu'il était basé sur une implication large des citoyens, permettant alors l'émergence d'une forme de contrat social.

Nous aimerions poser les questions suivantes à l'Experte indépendante :

1. Quelles mesures recommande-t-elle pour faire progresser un contrat social national qui inclurait toute les composantes de la société?
2. L'appel de la Plateforme des Confessions Religieuses pour son opposition à toute forme d'impunité sera-t-il entendu?

Je vous remercie.